

Nous sommes tous des *outsiders*
Michel Husson, *Regards*, Février 2007

L'une des figures favorites de la rhétorique néo-libérale consiste à faire porter la responsabilité de leur sort sur les groupes et individus dominés. Elle s'appuie souvent sur leur tendance à rationaliser les situations vécues en désignant des boucs émissaires proches. Il y a là un des obstacles les plus efficaces à une prise de conscience radicale. Ainsi on opposera à l'action des Enfants de Don Quichotte le comportement des SDF qui refuseraient majoritairement les occasions qui leur sont offertes de se réinsérer. Les aides dont ils peuvent bénéficier devraient être supprimées car elles ont comme effet pervers de les maintenir dans leur situation.

On retrouve cette même notion de « trappes » à propos des « bénéficiaires » du RMI ou des Assedic : les assister, c'est les encourager à ne pas s'en sortir. Tel est le fond de la théorie économique qui explique le chômage par la « générosité » des indemnités et donne ainsi un habillage scientifique à l'idée que les « assistés » sont majoritairement des tricheurs. Si cela ne suffit pas, on insiste lourdement sur les cas de fraude au RMI ou aux Assedic pour monter les salariés pauvres contre les chômeurs, ces profiteurs qui se débrouillent pour vivre aussi bien qu'eux - ou aussi mal - sans se donner la peine de travailler. Le discours sur la valeur travail n'a pas d'autre signification. Bien entendu, ces théories sont infirmées par les faits. L'immense majorité des « exclus » ne souhaite évidemment pas l'être : dès que la situation du marché du travail s'améliore, ils y retournent. Beaucoup de salariés mal payés (et surtout des salariées) occupent un emploi qui ne leur procure pas de supplément de revenu, sans parler des 30 % de SDF qui disposent d'un emploi.

Une autre figure de cette rhétorique fait des *insiders* - ceux qui disposent de statuts protégés - les responsables des malheurs des *outsiders*, victimes de la précarisation. En langage simple, cela donne : « Si vous avez une formation supérieure, 40 ans ou plus, un bon salaire, une famille, la France est un endroit formidable. Alors que 2,5 millions de vos compatriotes sont au chômage, les salariés, dont vous êtes, peuvent prétendre à 180 heures supplémentaires (un mois entier) de congés par an sans réduction de salaire grâce aux 35 heures » (1). Cette argumentation prend cyniquement l'effet pour la cause. La segmentation des marchés du travail est un phénomène incontestable mais cette situation ne résulte pas de la préservation égoïste par les *insiders* d'avantages au demeurant largement écornés. Elle découle d'une résistance inégale à l'offensive néo-libérale qui avance de manière inexorable, mais à pas de tortue. La tactique employée est alors celle de l'encercllement. Elle consiste à développer, à la périphérie du CDI, des contrats plus flexibles, ciblés sur certaines catégories (jeunes, femmes, seniors, immigrés) qui sont en somme les vecteurs des mutations de l'emploi. De cette manière, il est possible de contaminer progressivement le marché du travail.

Le processus de flexibilisation suit cette logique un peu partout. L'OCDE constate ainsi « une certaine convergence en matière de rigueur de la LPE », les pays les plus rigides s'alignant progressivement sur les plus flexibles. Mais « dans la plupart des cas, les réformes ont visé à faciliter le recours à des formes d'emploi temporaire mais n'ont pratiquement pas affecté les dispositions relatives à l'emploi régulier ou permanent ». Par un retournement dont la rhétorique libérale a le secret, les effets nocifs des réformes sont invoqués pour justifier l'extension à tous les salariés de ce qui a conduit à dégrader la situation de certains d'entre eux. Il s'agit au fond de faire oublier que le néo-libéralisme transforme en *outsiders* la majorité de la population au profit d'une couche très étroite d'*insiders*.

Seules des mobilisations comme le mouvement anti-CPE peuvent bousculer cette représentation libérale, à partir d'un point de vue solidaire parfaitement rationnel. Elles produisent des revendications unifiantes qui dessinent une vision du monde alternative : le CDI pour tous, l'indexation du Smic et des minima sociaux sur le résultat des entreprises, voilà quelques exemples parmi d'autres de propositions qui auraient dû et auraient pu être les axes d'une candidature unitaire.

(1) Timothy B. SMITH, *La France injuste 1975-2005 : pourquoi le modèle social français ne fonctionne plus*, Autrement, Paris, 2006.